

Le Ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions peut convoquer la Commission et lui demander un avis concernant tout point relatif à la politique générale de la Régie des Bâtiments.

Art. 4. Le Secrétariat de la Commission est confiée à un membre du Comité de direction de la Régie des Bâtiments. Les dossiers qui sont présentés à la Commission sont préparés et exécutés par la Régie des Bâtiments.

Art. 5. § 1er. La Commission se réunit au moins six fois par an.
§ 2. La Commission fixe son règlement d'ordre intérieur.

§ 3. Lors de chaque réunion la Régie des Bâtiments fait rapport sur l'état des dossiers relatifs aux matières traitées par la Commission.

§ 4. Les avis de la Commission sont présentés au Ministre compétent pour la Régie des Bâtiments, ainsi qu'au Ministre du Budget.

§ 5. Des techniciens ayant voix consultative peuvent être invités aux réunions de la Commission. Il s'agit notamment de :

- fonctionnaires de la Régie des Bâtiments concernés de près par la problématique qui est discutée aux réunions;
- fonctionnaires de départements ou d'organismes intéressés suivant les dossiers inscrits à l'ordre du jour.

§ 6. Chaque année, au plus tard le 31 mars, la Commission présente son rapport annuel sur l'année budgétaire écoulée au Conseil des Ministres, pour information.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique
et de l'Infrastructure,

M. DAERDEN

De Minister tot wiens bevoegdheden de Regie der Gebouwen behoort kan de Commissie samenroepen en haar vragen een advies te verstrekken over eender welk punt in verband met het algemeen beleid van de Regie der Gebouwen.

Art. 4. Het Secretariaat van de Commissie wordt toevertrouwd aan een lid van het Directiecomité van de Regie der Gebouwen. De dossiers die worden voorgelegd aan de Commissie worden voorbereid en uitgevoerd door de Regie der Gebouwen.

Art. 5. § 1. De Commissie vergadert minstens zes maal per jaar.
§ 2. De Commissie bepaalt haar huishoudelijk reglement.

§ 3. Op elke vergadering brengt de Regie der Gebouwen verslag uit over de stand van zaken i.v.m. de door de Commissie behandelde materies.

§ 4. De adviezen van de Commissie worden voorgelegd aan de Minister bevoegd voor de Regie der Gebouwen, alsmede aan de Minister van Begroting.

§ 5. Op de vergaderingen van de Commissie kunnen technici met raadgevende stem worden uitgenodigd. Het betreft meer bepaald :

- ambtenaren van de Regie der Gebouwen die nauw betrokken zijn bij de problematiek die wordt besproken op de vergaderingen;
- naargelang van de dossiers die op de dagorde worden geplaatst, ambtenaren van de betrokken departementen of instellingen.

§ 6. Telkenjare, ten laatste op 31 maart legt de Commissie haar jaarverslag omtrent het vorig begrotingsjaar ter informatie voor aan de Ministerraad.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid
en Infrastructuur,

M. DAERDEN

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 95 — 1048

[S-C — 221]

Arrêté royal fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre

RAPPORT AU ROI

Sire,

De tout temps, la recherche scientifique et plus particulièrement, la recherche en matière démographique, sociale, médicale, a sollicité les administrations centrales et locales pour obtenir des informations sur les habitants.

Les buts poursuivis par cette recherche sont multiples :

- en premier lieu, à partir de données individuelles concernant une population exhaustive, élaborer des statistiques anonymes sur tel ou tel critère prédéterminé et, le cas échéant, à partir de ces relevés statistiques, présenter des prévisions;
- en second lieu, à partir d'un échantillon représentatif prélevé au hasard sur une population donnée, procéder à des enquêtes en interrogeant les personnes concernées sur les problèmes précis qui font l'objet de la recherche et élaborer à partir de ces enquêtes, des relevés statistiques anonymes et, le cas échéant, des simulations;

— les recherches précitées peuvent revêtir un caractère longitudinal : en d'autres termes, le chercheur souhaite, dans un certain laps de temps qui suit la première enquête, procéder à une nouvelle enquête auprès des mêmes personnes, de manière à vérifier par exemple si les résultats de la première enquête se confirment ou se sont modifiés dans le temps.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 — 1048

[S-C — 221]

Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het wetenschappelijk onderzoek en meer bepaald het demografisch, maatschappelijk en geneeskundig onderzoek heeft altijd al de centrale en lokale besturen gevraagd informatie over de inwoners te verkrijgen.

De doeleinden die dit onderzoek nastreeft, zijn talrijk :

- in de eerste plaats vanuit individuele gegevens betreffende een exhaustieve bevolking anonieme statistieken opmaken over het een of ander vooraf bepaald criterium en, in voorkomend geval vanuit deze statistische overzichten voorspellingen maken;
- in de tweede plaats vanuit een representatief staal dat willekeurig op een gegeven bevolking genomen is, enquêtes voeren door de betrokkenen te ondervragen over de precieze problemen waarop het onderzoek betrekking heeft en vertrekkend van die enquêtes anonieme statistische overzichten opmaken en in voorkomend geval simulaties uitwerken;
- de voormelde onderzoeken kunnen van lange duur zijn : met andere woorden, de onderzoeker wenst in een zekere tijdspanne na de eerste enquête een nieuwe enquête bij dezelfde personen te doen, om bij voorbeeld na te gaan of de resultaten van de eerste enquête bevestigd worden of intussen gewijzigd zijn.

La protection accrue de la vie privée a amené les autorités publiques à fixer des règles de plus en plus sévères pour la diffusion de données individuelles à des tiers.

Ainsi la législation électorale a-t-elle limité de manière drastique la diffusion des listes d'électeurs.

De même, la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques avait fait oeuvre de pionnier en appliquant dans le domaine qu'elle couvre, près de dix ans avant qu'une loi sur la protection de la vie privée ne le fasse de manière générale, les règles de protection énoncées par la convention n° 108 du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel.

Enfin, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité ainsi que ses arrêtés d'exécution ont restreint considérablement l'accès aux registres de la population tenus par les communes, ces registres constituant traditionnellement une source d'informations privilégiée pour les organismes de recherche.

Lors de la discussion de ladite loi du 19 juillet 1991, en vue de ne pas priver les organismes de recherche de toute source d'information sur la population, une disposition fut introduite par un amendement parlementaire, qui devint l'article 9 de cette loi. Par cette disposition, les organismes de droit belge peuvent être autorisés par arrêté royal et sous certaines conditions à obtenir communication d'informations du Registre national des personnes physiques pour autant que cette communication soit exclusivement destinée à des activités scientifiques de recherche et d'étude. Le Registre national se prête particulièrement bien aux besoins des organismes de recherche, d'une part en raison de la fiabilité des informations qu'il contient, d'autre part, en raison de son organisation informatisée, enfin parce qu'il couvre l'ensemble du territoire et permet aisément le tirage d'échantillons aléatoires.

Outre les conditions fixées explicitement par la loi elle-même, le Roi est chargé de fixer les autres conditions auxquelles les organismes concernés doivent répondre pour obtenir communication des informations.

Le présent projet a dès lors pour but de répondre au prescrit légal.

L'article 1er du projet fixe ainsi sept conditions auxquelles les demandeurs d'information doivent satisfaire.

Les cinq premières conditions sont inspirées de celles exigées par l'arrêté royal du 16 octobre 1984 relatif à l'agrément de centres informatiques pour l'exécution de tâches auprès du Registre national des personnes physiques.

Les deux dernières conditions sont spécifiques aux activités de recherche, à savoir :

- l'exigence de tenir les données du Registre national concernant le nom, les prénoms et la résidence principale dans un fichier séparé;

- la garantie de l'anonymat des publications ou diffusions des résultats de la recherche.

Il serait absurde de contester l'intérêt fondamental que présente la recherche scientifique dans les domaines visés par l'article 5 de la loi du 8 août 1983 tel qu'il a été modifié par la loi du 19 juillet 1991 et il serait tout aussi absurde d'opposer des obstacles à l'obtention d'informations tels que l'activité de recherche serait pratiquement rendue impossible.

Il n'en reste pas moins que des mesures de sécurité préventives doivent être prises avant de communiquer des informations à des centres de recherche. C'est ainsi que les articles 2 à 5 du projet disposent notamment que :

- l'activité de recherche doit préalablement être reconnue comme d'intérêt scientifique par le Ministre ayant la Recherche scientifique dans ses attributions, lequel sollicitera préalablement l'avis de la commission interministérielle de la politique scientifique;

- les informations communiquées doivent être strictement limitées à l'objet de la recherche et que la conservation de ces informations doit être limitée à la durée de cette recherche, après quoi ces informations seront effacées ou détruites.

L'application de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 conduit en outre à ce que l'arrêté royal qui autorisera un organisme à obtenir communication d'informations du Registre national pour une recherche déterminée sera soumis à l'avis de la Commission de la vie privée et normalement à celui du Conseil d'Etat.

Il s'agit d'une procédure relativement lourde qui résulte du souci de respecter les principes de protection de la vie privée applicables au Registre national, lesquels sont nettement plus sévères que ceux applicables, même au bénéfice de la recherche scientifique, aux fichiers de personnes tenus par d'autres administrations de l'Etat.

De sterkere bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft de openbare overheden ertoe gebracht steeds strengere regels vast te stellen voor het verstrekken van individuele gegevens aan derden.

Aldus heeft de kieswetgeving de verspreiding van de kiezerslijsten drastisch beperkt.

Zo ook heeft de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen pionierswerk verricht door in het gebied dat zij dekt, bijna tien jaar voordat een wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat algemeen doet, de regelen inzake bescherming toe te passen die werden uitgevaardigd door conventie nr. 108 van de Raad van Europa tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens.

Ten slotte hebben de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten alsook haar uitvoeringsbesluiten de toegang tot de bevolkingsregisters die door de gemeenten worden bijgehouden, aanzienlijk beperkt, waarbij deze registers traditioneel een bevoorrechte bron van informatie vormen voor de onderzoeksinstellingen.

Tijdens de bespreking van de voormelde wet van 19 juli 1991, om de onderzoeksinstellingen niet elke bron van informatie over de bevolking te ontnemen, werd door een parlementair amendement een bepaling ingevoerd die artikel 9 van die wet werd. Door deze bepaling kunnen de instellingen van Belgisch recht bij koninklijk besluit en onder bepaalde voorwaarden gemachtigd worden mededeling van informatie uit het Rijksregister van de natuurlijke personen te verkrijgen, voor zover deze mededeling uitsluitend bestemd is voor wetenschappelijke navorsings- en studieactiviteiten. Het Rijksregister leent zich bijzonder goed voor de behoeften van de onderzoeksinstellingen, enerzijds wegens de betrouwbaarheid van de informatie die het bevat, anderzijds wegens zijn geïnformateerde organisatie, ten slotte omdat het het gehele grondgebied dekt en het gemakkelijk mogelijk maakt willekeurige stalen te nemen.

Behalve de voorwaarden die in de wet zelf uitdrukkelijk zijn vastgelegd, is de Koning belast met het vaststellen van de andere voorwaarden waaraan de betrokken instellingen moeten voldoen om mededeling van de informatie te verkrijgen.

Dit ontwerp strekt er bijgevoeg toe aan het wettelijke voorschrift te voldoen.

Artikel 1 van het ontwerp stelt aldus zeven voorwaarden vast waaraan de degenen die om informatie vragen, moeten voldoen.

De eerste vijf voorwaarden zijn geïnspireerd op de voorwaarden die gesteld worden door het koninklijk besluit van 16 oktober 1984 betreffende de erkenning van informatiecentra voor het uitvoeren van opdrachten bij het Rijksregister van de natuurlijke personen.

De laatste twee voorwaarden zijn specifiek voor onderzoeksactiviteiten, namelijk :

- de eis om de gegevens uit het Rijksregister betreffende de naam, de voornamen en de hoofdverblijfplaats in een apart bestand bij te houden;

- de waarborg van de anonimiteit van de publikatie of de verspreiding van de resultaten van het onderzoek.

Het zou absurd zijn het fundamentele belang te betwisten dat het wetenschappelijk onderzoek heeft in de gebieden bedoeld in artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983, zoals het werd gewijzigd door de wet van 19 juli 1991, en het zou even absurd zijn de mededeling van informatie zo te hinderen dat de navorsingsactiviteit praktisch onmogelijk zou worden gemaakt.

Toch is het zo dat er preventieve veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen vooraleer er informatie verstrekt wordt aan onderzoekscentra. Aldus bepalen de artikelen 2 tot 5 van het ontwerp met name dat :

- de navorsingsactiviteit vooraf als van wetenschappelijk belang erkend moet worden door de Minister die bevoegd is voor Wetenschapsbeleid en die vooraf het advies van de interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid zal vragen;

- de verstrekte informatie strikt beperkt moet worden tot het voorwerp van het onderzoek en dat de bewaring van deze informatie beperkt moet zijn tot de duur van dat onderzoek, waarna deze informatie uitgewist of vernietigd moet worden.

De toepassing van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 leidt er bovendien toe dat het koninklijk besluit dat een instelling zal machtigen om voor een bepaald onderzoek mededeling van informatie uit het Rijksregister te verkrijgen, voor advies aan de Commissie van de persoonlijke levenssfeer en normaal gezien aan de Raad van State zal worden voorgelegd.

Het gaat om een vrij zware procedure, voortvloeiend uit de zorg voor de naleving van de principes inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer die op het Rijksregister van toepassing zijn en die duidelijk strenger zijn dan de principes die, zelfs ten voordele van het wetenschappelijk onderzoek, van toepassing zijn op de personenbestanden die door andere Rijksbesturen worden bijgehouden.

Le projet d'arrêté royal a été soumis le 9 février 1993 à la Commission de la protection de la vie privée. Dans son avis n° 02/93 du 26 avril 1993, cette Commission émet l'avis :

1° que les données personnelles obtenues du Registre national et relatives aux nom, prénoms et résidence principale doivent faire l'objet d'un fichier distinct des données à caractère scientifique, ces dernières ne devant pas être soumises aux limitations de durée exigées des susdites données personnelles;

2° qu'elle n'est pas compétente pour apprécier la valeur scientifique des recherches projetées.

Le projet remanié dans le sens souhaité par la Commission a été ensuite approuvé par le Conseil des Ministres le 16 juillet 1993 et soumis à l'avis du Conseil d'Etat le 13 septembre 1993.

Dans son avis du 28 mars 1994 ayant fait l'objet de l'expédition du 21 avril 1994, le Conseil d'Etat émet une observation générale, des observations particulières et des observations finales.

L'observation générale porte essentiellement sur l'incidence du nouvel article 22 de la Constitution, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la ratification par la Belgique le 28 mai 1993, de la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe.

Les observations finales portent partiellement sur la manière dont les données seront utilisées par les organismes dans le cadre d'une recherche déterminée; ceci concerne particulièrement les points 3 et 4 de ces observations. Il est à remarquer que le projet d'arrêté royal a pour objet de fixer les conditions de communication des informations et non d'énoncer des mesures de déontologie ou de sécurité à prendre lors d'enquêtes auprès des personnes concernées ou à l'occasion de l'utilisation des données par les centres de recherche, en conformité avec la loi du 8 décembre 1992. En effet, les enquêtes et travaux exécutés par les organismes de recherche, avec ou sans utilisation de données du Registre national, tombent de toute évidence sous l'empire de la loi du 8 décembre 1992, en particulier de l'article 4 de cette loi et du chapitre III cité par le Conseil d'Etat. Il n'est pas indiqué d'édicter dans un arrêté royal exécutant la loi du 8 août 1983 des mesures d'exécution qui concernent une autre législation. Il semble qu'il y ait eu à cet égard une certaine confusion dans le chef du Conseil d'Etat.

Les points 1 et 2 appellent les commentaires suivants :

1. (observation finale n° 1).

En principe, l'organisme de recherche ne recevra communication de données pour une recherche déterminée qu'une seule fois.

Toutefois, dans le cas d'une étude à caractère longitudinal, il pourra demander une mise à jour des informations qu'il aura reçues lors de la communication initiale si une enquête complémentaire doit être faite (changements d'adresse, décès, etc...). Il est exclu qu'il reçoive des informations concernant d'autres personnes que celles ayant fait l'objet de la première communication. Cette mise à jour est évidemment subordonnée à la condition que le délai fixé par l'arrêté royal de désignation pour la conservation des données ne soit pas venu à expiration et dans la mesure où le caractère longitudinal de la recherche aura été prévu dans ledit arrêté royal.

2. (observation finale n° 2).

Les activités scientifiques de recherche doivent de toute évidence être définies de manière précise puisque le Ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions doit se prononcer sur l'intérêt scientifique qu'elles présentent. Il n'est pas exclu a priori que le même arrêté royal concerne plusieurs activités de recherche à condition que ces activités ne concernent qu'un seul organisme de recherche.

En ce qui concerne les observations particulières concernant le préambule et le dispositif de l'arrêté en projet, il a été tenu compte des propositions de modifications faites par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure,
M. DAERDEN

Het ontwerp van koninklijk besluit werd op 9 februari 1993 aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voorgelegd. In haar advies nr. 02/93 van 26 april 1993 stelt deze Commissie :

1° dat de persoonsgegevens die uit het Rijksregister werden verkregen en de naam, voornamen en hoofdverblijfplaats betreffen, in een ander bestand moeten worden bijgehouden dan de gegevens van wetenschappelijke aard, waarbij deze laatste niet aan de beperkingen in duur moeten worden onderworpen die voor de voormelde persoonsgegevens geëist worden;

2° dat zij niet bevoegd is om over de wetenschappelijke waarde van de geplande onderzoeken te oordelen.

Het ontwerp dat herwerkt werd in de zin gewenst door de Commissie, werd vervolgens door de Ministerraad goedgekeurd op 16 juli 1993 en voor advies aan de Raad van State voorgelegd op 13 september 1993.

In zijn advies van 28 maart 1994, dat het voorwerp was van de uitgifte van 21 april 1994, uit de Raad van State een algemene opmerking, bijzondere opmerkingen en slotopmerkingen.

De algemene opmerking heeft hoofdzakelijk betrekking op de weerslag van het nieuwe artikel 22 van de Grondwet, de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de bekrachtiging door België op 28 mei 1993 van Conventie nr. 108 van de Raad van Europa.

De slotopmerkingen hebben gedeeltelijk betrekking op de manier waarop de gegevens door de instellingen gebruikt zullen worden in het kader van een bepaald onderzoek; dit betreft in het bijzonder de punten 3 en 4 van deze opmerkingen. Er dient te worden aangestipt dat het ontwerp van koninklijk besluit tot doel heeft de voorwaarden voor het verstrekken van informatie vast te stellen en niet maatregelen inzake deontologie of veiligheid te bepalen die moeten worden genomen tijdens enquêtes bij de betrokken personen of naar aanleiding van het gebruik van de gegevens door de onderzoekscentra, overeenkomstig de wet van 8 december 1992. De enquêtes en werkzaamheden die door de onderzoeksinstellingen worden uitgevoerd, met of zonder gebruik van gegevens uit het Rijksregister, vallen natuurlijk onder de wet van 8 december 1992, in het bijzonder van artikel 4 van deze wet en van het door de Raad van State vermelde hoofdstuk III. Het is niet aangewezen in een koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 8 augustus 1983 uitvoeringsmaatregelen vast te stellen die een andere wetgeving betreffen. In dit opzicht lijkt er voor de Raad van State een zekere verwarring te zijn geweest.

De punten 1 en 2 vergen de volgende toelichtingen :

1. (slotopmerking nr. 1).

In principe zal de onderzoeksinstelling voor een bepaald onderzoek slechts éénmaal mededeling van gegevens verkrijgen.

In het geval van een langdurige studie echter zal ze om een bijwerking kunnen vragen van de informatie die ze bij de oorspronkelijke mededeling heeft ontvangen, als er een bijkomende enquête moet worden gevoerd (adresveranderingen, overlijdens, enz...). Het is uitgesloten dat ze informatie krijgt in verband met andere personen dan die waarvoor ze eerst gegevens heeft verkregen. Deze bijwerking is uiteraard afhankelijk van de voorwaarde dat de termijn die bij koninklijk aanwijzingsbesluit vastgesteld is voor de bewaring van de gegevens, niet verstreken is en voor zover de lange duur van het onderzoek voorzien is in het voormelde koninklijk besluit.

2. (slotopmerking nr. 2).

De wetenschappelijke navorsingsactiviteiten moeten uiteraard precies gedefinieerd worden, aangezien de Minister die voor wetenschapsbeleid bevoegd is, zich moet uitspreken over het wetenschappelijk belang dat ze hebben. Het is niet a priori uitgesloten dat hetzelfde koninklijk besluit meerdere navorsingsactiviteiten betreft, op voorwaarde dat deze activiteiten slechts één enkele onderzoeksinstellingen betreffen.

Wat de bijzondere opmerkingen over de aanhef en het bepalend gedeelte van het ontworpen besluit betreft werd rekening gehouden met de wijzigingsvoorstellen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur,
M. DAERDEN

AVIS N° 02/93 DU 26 AVRIL 1993
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE

Objet : Projet d'arrêté royal fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre.

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu l'article 29 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements automatisés de données à caractère personnel;

Mu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 8, modifiée par la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 9 février 1993, modifiée par lettre du Ministre de l'Intérieur du 14 avril 1993;

Emet le 26 avril 1993, l'avis suivant :

1. Objet de la demande d'avis :

La demande d'avis concerne un projet d'arrêté royal fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b) de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre.

En tant que tel, il met à exécution la disposition visée à l'article précité, qui dispose que « ... le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir communication de ces informations. »

2. Examen du projet :

Le projet d'arrêté royal stipule d'une part, les conditions auxquelles doivent satisfaire des organismes pour obtenir communication d'informations consignées au Registre national et d'autre part, la procédure qui doit être suivie pour en obtenir l'autorisation.

A. Les conditions :

En ce qui concerne l'organisme demandeur :

1. Etre doté de la personnalité juridique.
2. Disposer du personnel compétent et des ressources techniques nécessaires à l'exécution des activités scientifiques projetées.
3. Obliger le personnel concerné à respecter des règles de déontologie.
4. Ne faire appel à la sous-traitance que dans une mesure très limitée et avec l'autorisation expresse du Ministre de l'Intérieur.
5. Rendre possible le contrôle par le Ministre de l'Intérieur ou par la Commission de la protection de la vie privée.

6. S'engager à ne publier ou à ne diffuser à des tiers des données que sous la forme d'informations anonymes.

En ce qui concerne la demande elle-même :

7. L'intérêt scientifique du projet de recherche doit être reconnu par la Commission de la protection de la vie privée.

8. Etre limitée aux informations du Registre national qui sont nécessaires.

Ces conditions doivent être considérées comme un complément à celles reprises dans la loi elle-même, à savoir :

1. Etre un organisme de droit belge.
2. Remplir une mission d'intérêt général.

B. La procédure :

1. Adresser un dossier sous pli recommandé au Ministre de l'Intérieur. Ce dossier comprend tous les documents établissant que les conditions sont remplies.

ADVIES NR. 02/93 VAN 26 APRIL 1993
VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Betref : Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op artikel 29 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op de adviesaanvraag vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken dd. 9 februari 1993, gewijzigd bij een schrijven vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken dd. 14 april 1993,

Brengt op 26 april 1993 het volgende advies uit :

1. Voorwerp van de adviesaanvraag :

De adviesaanvraag betreft een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn.

Als zodanig geeft het uitvoering aan de bepaling opgenomen in bedoeld artikel die stelt dat « ... de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen. »

2. Onderzoek van het ontwerp :

Het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt enerzijds de voorwaarden waaraan instellingen moeten voldoen om gegevens te verkrijgen uit het Rijksregister en legt anderzijds de procedure vast die gevolgd moet worden om de machtiging te verwerven.

A. De voorwaarden zijn :

Wat de aanvragende instelling betreft :

1. Rechtspersoonlijkheid bezitten.
2. Over bekwaam personeel en de nodige uitrusting beschikken om het voorgenomen wetenschappelijk onderzoek uit te voeren.
3. Het betrokken personeel tot inachtnaam van deontologische regels verplichten.
4. Slechts in beperkte mate en na toelating vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken van onderaanneming gebruik maken.
5. Controle vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken of de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer mogelijk maken.
6. Enkel anoniem publiceren of gegevens aan derden overmaken.

Wat de aanvraag zelf betreft :

7. Het voorgenomen onderzoek moet als van wetenschappelijk belang erkend worden door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.
8. Beperkt zijn tot de noodzakelijke informatie uit het Rijksregister.

Deze voorwaarden moeten als aanvullend gezien worden ten overstaan van deze opgenomen in de wet zelf, namelijk :

1. Een instelling van Belgisch recht zijn.
2. Een opdracht van algemeen belang vervullen.

B. De ingestelde procedure is :

1. Het indienen van een dossier bij aangetekend schrijven bij de Minister van Binnenlandse Zaken. Dit dossier omvat alle informatie die nodig is om na te gaan of aan de voorwaarden is voldaan.

2. L'avis de la Commission de la protection de la vie privée sur le projet d'arrêté royal élaboré nominativement par le Ministre de l'Intérieur.

3. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres accordant l'autorisation.

3. Remarques générales :

A. Concernant les conditions auxquelles doivent satisfaire les organismes de recherche :

Ces conditions créent un espace dans lequel la protection de données à caractère personnel est en principe assurée. Afin d'assurer effectivement cette protection, il convient de faire la distinction entre des fichiers comportant des données à caractère personnel et ceux comportant des informations scientifiques. Le monde scientifique est, en principe, un monde ouvert où doit être possible la libre circulation d'informations, tout en permettant un contrôle mutuel d'analyses. Ceci va à l'encontre de la nécessité de protéger les données à caractère personnel, données qui, d'ailleurs, ne sont pas indispensables pour le traitement scientifique. D'où la solution qui consiste à enregistrer les deux types de données dans des fichiers séparés, qui ne peuvent être liés que par le biais d'un numéro d'identification ad hoc. C'est ainsi que les fichiers comprenant des données à caractère personnel ne devront être conservés que pour une durée limitée, correspondant à la période des recherches sur le terrain, alors que des fichiers scientifiques peuvent exiger des années d'analyse productive.

B. Concernant la procédure :

La procédure actuellement proposée permet de se prononcer sur le fond des demandes et sur les garanties entourant la protection de données à caractère personnel. Elle comprend les éléments exigés par la loi : un arrêté nominatif délibéré en Conseil des Ministres, sur lequel la Commission de la protection de la vie privée a émis un avis. En plus, il est demandé à la Commission de se prononcer sur la valeur scientifique des recherches projetées. Ceci constitue une tâche qui, formulée aussi strictement, dépasse la compétence de la Commission. Il conviendrait plutôt de rapprocher cette tâche de celle dévolue au Comité de surveillance de la Banque-carrefour, lorsqu'il est amené à apprécier les demandes ayant trait à la transmission de données de sécurité sociale à des fins de recherche. Toute autre solution alourdirait la procédure. Il semble donc indiqué d'amender les articles 2 et 5, en ce sens, de sorte que la Commission ne doive pas se prononcer deux fois sur le même dossier.

4. Amendements proposés :

A l'art. 1^{er}, insérer un 6^e paragraphe entre les paragraphes 5^e et 6^e actuels, en utilisant la formulation suivante :

« 6^e Si les données obtenues du Registre national comprennent les données 1^o et/ou 5^o, s'engager à enregistrer ces données dans un fichier séparé, qui ne peut être relié aux données scientifiques, que par le biais d'un numéro d'identification interne. Les personnes au sein de l'organisme qui auront accès à ce fichier, sont mentionnées nominativement. »

Amender l'art. 2 dans le sens suivant :

« Art. 2. Les activités scientifiques de recherche et d'étude pour lesquelles la communication d'informations du Registre national est sollicitée doivent être d'intérêt scientifique ».

Amender le deuxième paragraphe de l'art. 5 dans le sens suivant :

« Doivent être joints à la demande les statuts de l'organisme qui sollicite cette communication ainsi que tous les autres documents démontrant que les conditions énumérées à l'article 1^{er} sont remplies, et qui permettent d'établir la nature scientifique de la recherche projetée. »

Par ces motifs :

Sous réserve des remarques précitées, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
J. Paul.

Le président,
P. Thomas.

2. Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer over het ontwerp van koninklijk besluit nominatief opgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

3. Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit dat de toelating verleent.

3. Algemene opmerkingen :

A. Betreffende de voorwaarden waaraan onderzoekinstellingen moeten voldoen :

De gestelde voorwaarden creëren een omgeving waarin de bescherming van persoonlijke gegevens in principe gegarandeerd is. Om deze bescherming ook feitelijk te realiseren is het aangewezen om het onderscheid te maken tussen bestanden die persoonlijke identificatiegegevens bevatten en bestanden die wetenschappelijke informatie bevatten. De wetenschappelijke wereld is in principe een open wereld waar informatie vrij moet kunnen worden uitgewisseld en er wederzijdse controle van analyses mogelijk moet blijven. Dit staat haaks op de noodzaak om persoonlijke identificatiegegevens te beschermen, gegevens die trouwens voor de wetenschappelijke verwerking niet noodzakelijk zijn. Vandaar de oplossing die erin bestaat om beide soorten gegevens in afzonderlijke bestanden op te nemen die enkel via een ad hoc identificatienummer met elkaar in verband gebracht kunnen worden. De bestanden met persoonlijke identificatiegegevens zullen trouwens slechts beperkt bewaard moeten worden, typisch de periode van het veldwerk, terwijl wetenschappelijke bestanden soms jaren van vruchtbaar analysewerk kunnen vergen.

B. Betreffende de procedure :

De nu voorgestelde procedure laat toe om de gegrondheid van aanvragen en de waarborgen ter bescherming van persoonlijke gegevens te beoordelen. Zij omvat de elementen die door de wet zijn vereist : een nominatief, in Ministerraad overlegd, koninklijk besluit waarover de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een advies heeft uitgebracht. Daarenboven wordt aan de Commissie het oordeel gevraagd over de wetenschappelijke waarde van het voorgenomen onderzoek. Dit laatste is een taak die, zo sterk geformuleerd, de bevoegdheid van de Commissie overstijgt. Wat minder scherp gesteld kan deze taak echter vergelijkbaar worden geacht met het oordeel dat van het Toezichtcomité van de Kruispuntbank wordt gevraagd bij aanvragen voor overdracht van sociale zekerheidsgegevens ten behoeve van het onderzoek. Elke andere oplossing zou trouwens een verzwarende stap toevoegen aan de procedure. Voor de goede gang van zaken lijkt het wel aangewezen art. 2 en art. 5 in die zin te amenderen dat de Commissie niet tweemaal moet adviseren betreffende hetzelfde dossier.

4. Voorgestelde amendementen :

In art. 1 een paragraaf 6^e bijvoegen tussen de huidige paragrafen 5^e en 6^e met volgende bewoording :

« 6^e Indien in de gegevens verkregen van het Rijksregister de gegevens 1^o en/of 5^o zijn opgenomen, zich ertoe verbinden deze gegevens in een afzonderlijk bestand op te slaan dat enkel in verband gebracht kan worden met de wetenschappelijke gegevens door middel van een intern identificatienummer. De personen binnen de instelling die tot dit bestand toegang zullen hebben worden nominatief vermeld. »

Art. 2 wijzigen in volgende zin :

« Art. 2. De navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor de mededeling van informatie uit het Rijksregister aangevraagd wordt, moeten van wetenschappelijke aard zijn. »

In art. 5. de tweede paragraaf wijzigen in volgende zin :

« De aanvraag moet vergezeld gaan van de statuten van de instelling die om deze mededeling verzoekt en alle andere documenten die aantonen dat de in artikel 1 opgesomde voorwaarden zijn vervuld en die toelaten om de wetenschappelijke aard van het voorgesteld onderzoek vast te stellen. »

Om deze redenen :

Brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hiervoor gemaakte opmerkingen, een gunstig advies uit.

De secretaris,
J. Paul.

De voorzitter,
P. Thomas.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 13 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre », a donné le 28 mars 1994 l'avis suivant :

Observation générale

1. Le système juridique belge ne comprenait pas, jusqu'il y a peu, de dispositions destinées à assurer la protection des données à caractère personnel d'une manière générale. Toutefois, quelques dispositions particulières à portée limitée ont été adoptées au fil du temps. Tel est notamment le cas de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Aujourd'hui, le cadre juridique de la matière a profondément évolué, ce qui est de nature à influencer les modalités d'application de la loi du 8 août 1983.

Aux termes de l'article 22 (anciennement 24quater) de la Constitution,

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit » (1).

Par ailleurs, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel a été publiée au *Moniteur belge* du 18 mars 1993.

La loi, qui met en oeuvre, sur un point particulier, l'article 8, § 1er, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dispose en son article 2 que :

« Toute personne physique a droit au respect de sa vie privée lors du traitement des données à caractère personnel qui la concernent ».

L'article 5 de la même loi limite l'utilisation qui peut être faite de ces données : ces dernières « ne peuvent faire l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées et légitimes et ne peuvent être utilisées de manière incompatible avec ces finalités ». Quant aux données elles-mêmes, celles-ci doivent être « adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités ». Les dispositions du chapitre III de la loi consacrent encore le droit d'information, d'accès et de rectification dans le chef des personnes enregistrées (2).

Enfin, en date du 28 mai 1993, la Belgique a ratifié la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981, que le législateur avait approuvée le 17 juin 1991, de sorte que la Convention — dont le Conseil d'Etat de France a reconnu qu'elle produit des effets directs, indépendants de toute médiation des autorités étatiques (3) — est entrée en vigueur en ce qui concerne l'ordre juridique belge, le 1er septembre 1993 (4).

C'est désormais à la lumière de l'ensemble de ces textes, combinés avec les dispositions de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, que doivent s'apprécier les arrêtés d'exécution de la loi précitée, ainsi que les mesures d'application de ces textes réglementaires.

Observations particulières

Préambule

1. A la suite du visa de l'avis du Conseil d'Etat, il y a lieu d'insérer l'alinéa suivant :

« Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel; »

(1) Modification à la Constitution du 31 janvier 1994 (*Moniteur belge*, 12 février 1994).

(2) *Moniteur belge* du 18 mars 1993. Voyez M.H. Boulanger, C. de Terwagne et Th. Léonard, La protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, J.T., 1993, pp. 369-388. Aux termes de l'article 1er, § 5, de la loi, « Sont réputées « à caractère personnel », les données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable ».

(3) C.E. (France), 18 novembre 1992, LICRA, A.J.D.A., 20 mars 1993, pp. 213-218, et note R. Letteron.

(4) *Moniteur belge* du 30 décembre 1993.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 september 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn », heeft op 28 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerking

1. Het Belgische rechtsstelsel bevatte tot voor kort geen bepalingen om de bescherming van persoonsgegevens globaal te waarborgen. Nochtans zijn in de loop der tijd enkele specifieke bepalingen met beperkte draagwijdte aangenomen. Dat is onder andere het geval met de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Ondertussen is het juridische kader van de aangelegenheid grondig veranderd, wat de voorwaarden voor toepassing van de wet van 8 augustus 1983 beïnvloedt.

Artikel 22 (het vroegere artikel 24quater) van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht » (1).

Bovendien is de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1993.

Artikel 2 van de wet, die op een specifiek punt uitvoering geeft aan artikel 8, § 1, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, luidt als volgt :

« Iedere natuurlijke persoon heeft bij de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, recht op eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer ».

Artikel 5 van dezelfde wet beperkt het gebruik dat van die gegevens mag worden gemaakt : zij « mogen slechts worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden en mogen niet worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden ». De gegevens zelf dienen « uitgaande van die doeleinden, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn ». De bepalingen van hoofdstuk III van de wet leggen voorts het recht van kennisgeving, toegang en verbetering vast ten aanzien van de geregistreerde personen (2).

Ten slotte heeft België op 28 mei 1993 het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, opgemaakt te Straatsburg op 28 januari 1981, bekrachtigd, dat de wetgever op 17 juni 1991 had goedgekeurd, zodat het Verdrag, waarover de Franse Raad van State heeft geoordeeld dat het rechtstreekse gevolgen heeft, los van elk handelen van het staatsgezag (3), in de Belgische rechtsorde op 1 september 1993 in werking is getreden (4).

Voortaan moeten de besluiten tot uitvoering van voornoemde wet en de maatregelen tot toepassing van die regelgeving teksten beoordeeld worden in het licht van de gezamenlijke bovengenoemde teksten, in onderling verband gelezen met de bepalingen van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Na de verwijzing naar het advies van de Raad van State moet het volgende lid worden ingevoegd :

« Gezien de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens; ».

(1) Wijziging van de Grondwet van 31 januari 1994 (*Belgisch Staatsblad*, 12 februari 1994).

(2) *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1993. Confer M.H. Boulanger, C. de Terwagne en Th. Léonard, La protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, J.T., 1993, blz. 369-388. Volgens artikel 1, § 5, van de wet « worden geacht « persoonsgegevens » te zijn, de gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd ».

(3) R.v.St. (Frankrijk), 18 november 1992, LICRA, A.J.D.A., 20 maart 1993, blz. 213-218, en noot van R. Letteron.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1993.

2. Par ailleurs, à la suite de ce considérant, devrait être inséré l'alinéa 2, qui deviendrait ainsi l'alinéa 5.

Dispositif

Article 1er

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

« Article 1er. Le Roi peut, dans les conditions visées par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, autoriser la communication d'informations du Registre national en vue de l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, aux organismes qui satisfont aux conditions suivantes : ... ».

2, 3, 4 et 5. Le texte néerlandais du 3^o, du 4^o, du 5^o et du 6^o devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. In het eerste lid, 3^o, schrijf men :

« 3^o in de arbeidsovereenkomsten van het personeel dat in hun dienst werkt bepalingen opgenomen hebben die het personeel ertoe verplichten de beroepsethiek in acht te nemen, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

3. In 4^o schrijf men :

« 4^o de verbintenis aangaan zelf de activiteiten bedoeld onder 2^o nauwkeurig uit te voeren; ... zich er schriftelijk toe verbindt de beroepsethiek bedoeld onder 3^o hierboven in acht te nemen; ».

4. In 5^o schrijf men : « ... de controle op de voorwaarden vastgesteld in dit artikel, georganiseerd ... ».

5. In 6^o, in fine, schrijf men : « ... De personen die binnen de instelling toegang tot dat bestand hebben, worden bij name aangegeven ».

6. L'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 dispose comme suit :

« Le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée instituée par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

(...).

b) autoriser la communication à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, des informations nécessaires mentionnées à l'article 3, alinéa premier, 1^o à 9^o, et deuxième alinéa, exclusivement pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, dans les limites des informations qui doivent être mises à leur disposition uniquement pour l'exécution de ces activités; les organismes ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et uniquement dans ce but; le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir communication de ces informations ».

L'arrêté en projet trouve sa base juridique dans le texte de l'alinéa 2, b), in fine, de la disposition précitée, comme le relève l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Selon la justification de l'amendement devenu l'article 5, alinéa 2, b), de la loi,

« il arrive de plus en plus souvent que des centres d'étude et de recherche (surtout universitaires) demandent des listes d'habitants, ou certaines données d'identification. Ceci par exemple afin de pouvoir réaliser des sondages qui doivent servir de support à une étude scientifique ou à des enquêtes sociologiques » (5).

La communication de certaines des informations contenues dans le Registre national que permet la disposition précitée, pourra donc concerner des données ayant pour objet des personnes physiques identifiées, ce que montre clairement l'article 1er, 6^o, de l'arrêté d'exécution présentement examiné, puisqu'il y est question des nom et prénoms et résidence principale des personnes enregistrées, qui sont communicables.

Au terme des recherches scientifiques entreprises par les organismes autorisés à obtenir la communication desdites informations, ceux-ci ne pourront cependant publier ou diffuser auprès des tiers, que des résultats « sous la forme d'informations anonymes n'étant pas de nature, fût-ce de manière indirecte, à permettre l'identification des personnes composant l'échantillon qui a servi de support à l'activité », en vertu de l'article 1er, 7, de l'arrêté en projet.

L'anonymat des données personnelles qui devrait résulter de leur présentation, ne sera donc que partiel, en ce sens qu'il ne vaudra qu'à l'égard des tiers; pendant une période de temps à déterminer

(5) Doc. parl., Sénat, 1990-1991, n^o 1150/2, pp. 34-35.

2. Overigens moet dat lid worden gevolgd door het tweede lid, dat aldus het vijfde lid zou worden.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. De inleidende volzin behoort aldus te luiden :

« Artikel 1. De Koning kan, onder de voorwaarden van artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, het meedelen van inlichtingen uit het Rijksregister toestaan met het oog op de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, aan de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen : ... ».

2. In het eerste lid, 3^o, schrijf men :

« 3^o in de arbeidsovereenkomsten van het personeel dat in hun dienst werkt bepalingen opgenomen hebben die het personeel ertoe verplichten de beroepsethiek in acht te nemen, ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

3. In 4^o schrijf men :

« 4^o de verbintenis aangaan zelf de activiteiten bedoeld onder 2^o nauwkeurig uit te voeren; ... zich er schriftelijk toe verbindt de beroepsethiek bedoeld onder 3^o hierboven in acht te nemen; ».

4. In 5^o schrijf men : « ... de controle op de voorwaarden vastgesteld in dit artikel, georganiseerd ... ».

5. In 6^o, in fine, schrijf men : « ... De personen die binnen de instelling toegang tot dat bestand hebben, worden bij name aangegeven ».

6. Artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 bepaalt het volgende :

« De Koning, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, kan bij in Ministerraad overlegd besluit :

(...).

b) aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die Hij nominatief aanwijst, de mededeling verlenen van de nodige informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, en tweede lid, uitsluitend voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, binnen de perken van de informatiegegevens die hen ter beschikking moeten worden gesteld uitsluitend voor de uitvoering van die werkzaamheden; de instellingen mogen slechts over de bedoelde informatiegegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werken en enkel tot dat doel; de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen ».

De rechtsgrond van het ontworpen besluit is de tekst van het tweede lid, b), in fine, van de zoëven genoemde bepaling, zoals in het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt opgemerkt.

Volgens de verantwoording van het amendement, dat artikel 5, tweede lid, b), van de wet geworden is,

« gebeurt (het) meer en meer dat studie- en onderzoekscentra (vooral universitaire) inwonerslijsten of bepaalde identificatiegegevens vragen. Dit bijvoorbeeld om steekproeven te kunnen uitvoeren die moeten dienen als ondersteuning voor wetenschappelijk onderzoek of sociologische enquêtes » (5).

De mededeling van sommige informatiegegevens uit het Rijksregister die door de voormelde bepaling wordt toegestaan, zal dan ook betrekking kunnen hebben op gegevens die verband houden met geïdentificeerde natuurlijke personen, wat duidelijk blijkt uit artikel 1, 6^o, van het uitvoeringsbesluit dat thans wordt onderzocht, aangezien er sprake is van de naam en voornamen en de hoofdverblijfplaats van de geregistreerde personen, die meegedeeld kunnen worden.

Aan het eind van hun wetenschappelijke onderzoekingen mogen de instellingen waaraan mededeling van de bewuste informatie is toegestaan, de resultaten echter slechts publiceren of aan derden verstrekken « in de vorm van anonieme informatie, die geenszins, zelfs onrechtstreeks, de identificatie mogelijk maakt van de personen die de steekproef uitmaken die gebruikt werd bij de activiteit », krachtens artikel 1, 7^o, van het ontworpen besluit.

De anonimiteit van de persoonlijke gegevens die uit de presentatie ervan zou moeten voortvloeien, zal dan ook niet volledig zijn, in die zin dat zij slechts ten aanzien van derden zal gelden; gedu-

(5) Gedr. St., Senaat, 1990-1991, nr. 1150/2, blz. 34-35.

dans les arrêtés individuels d'autorisation (6), les organismes intéressés pourront, dans certains cas, disposer de données nominatives se rapportant à des personnes physiques identifiées ou identifiables. De surcroît, l'anonymat des données recueillies n'empêchera pas que les résultats de leur traitement guident l'action de ceux qui pourront en prendre connaissance, à l'égard des catégories de personnes étudiées dans les recherches entreprises.

Si l'on admet que les « données personnelles », définies comme ne se rapportant pas à une personne physique identifiée ou identifiable (au contraire des données « à caractère personnel » ou « nominatives ») sont néanmoins visées par le droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (7), c'est donc l'ensemble de l'arrêté en projet qui doit être examiné au regard de ce principe.

L'article 1er, 7° de l'arrêté, ainsi qu'on l'a rappelé, interdit la publication ou la diffusion de résultats qui ne garantiraient pas réellement l'anonymat des personnes composant l'échantillon à partir duquel les recherches ont été menées; cette interdiction prend la forme d'un engagement de l'organisme désireux d'obtenir la communication d'informations. Si l'organisme était tenu de préciser dans sa demande, quelles mesures seront prises pour satisfaire à cette obligation, le Roi pourrait réserver une suite, favorable ou négative, à ladite demande, en connaissance de cause, ce qui paraît indispensable.

C'est que, par exemple, la localisation de données statistiques permet de déterminer les lieux dans lesquels résident des populations dont le profil est particulier, ou encore qu'un traitement statistique dans une collectivité restreinte, ou dans un public-cible très caractérisé, risque de ne pas respecter en fait, l'exigence d'anonymat.

L'article 1er, 7°, in fine, de l'arrêté devrait donc être complété comme suit : « ... et indiquer quelles mesures ont été prévues à cet effet ».

Pour assurer le caractère contraignant de ces mesures, une proposition sera faite en vue de compléter l'article 7 du projet.

7. A l'article 1er, 4°, il convient de prévoir que la sous-traitance des activités n'est permise qu'à la condition d'être expressément admise par l'arrêté royal d'autorisation, conformément à l'article 5 de la loi — la sous-traitance n'est pas une mesure de détail dont le Roi pourrait abandonner le règlement au ministre — et dans un souci de cohérence avec l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté en projet.

En outre, le sous-traitant ne doit pas seulement être soumis à la condition visée au 3° de l'article 1er, mais aussi aux conditions visées aux 5°, 6° et 7°.

Article 2

Pour éviter qu'un caractère scientifique soit reconnu à une activité de recherche et d'étude qui ne le posséderait pas, mieux vaut prévoir qu'« A défaut d'avis, il est permis de passer outre ».

Article 3

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

« Art. 3. Alleen de informatie uit het Rijksregister die noodzakelijk is voor de uitvoering van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor de aanvragende instelling om mededeling ervan verzoekt mag aan die instelling worden medege-deeld ».

(6) Les données nominatives exploitées à des fins statistiques mériteraient, en principe, d'être rendues anonymes à bref délai (Commission nationale de l'informatique et des libertés, Dix ans d'informatique et libertés, Paris, Economica, 1988, p. 180; F. Rigaux, La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1990, n° 532, p. 591).

(7) En ce sens, voyez F. Rigaux, La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1990, n° 524, p. 583.

rende een tijdsspanne die moet worden vastgelegd in de individuele machtigingsbesluiten (6), zullen de belanghebbende instellingen in bepaalde gevallen kunnen beschikken over persoonlijke gegevens die betrekking hebben op natuurlijke personen die geïdentificeerd zijn of geïdentificeerd kunnen worden. Bovendien zal de anonimiteit van de ontvangen gegevens niet verhinderen dat de resultaten van hun verwerking bepalend zijn voor het handelen van hen die er kennis van kunnen nemen, ten aanzien van de categorieën van personen die in de gemaakte studies zijn onderzocht.

Als men ervan uitgaat dat de « persoonlijke gegevens », gedefinieerd als geen verband houdend met een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon (in tegenstelling tot « persoonsgegevens ») nochtans vallen onder het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dat gewaarborgd is door artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (7), dan moet heel het ontworpen besluit op basis van dat beginsel worden onderzocht.

Artikel 1, 7°, van het besluit verbiedt, zoals reeds is gezegd, de publicatie of verspreiding van resultaten die de anonimiteit van de personen die de steekproef vormen waarop de gedane onderzoeken steunen, niet werkelijk waarborgen; dat verbod neemt de vorm aan van een verbintenis door de instelling die mededeling van inlichtingen wenst te krijgen. Als de instelling er in haar aanvraag toe gehouden zou zijn te preciseren welke maatregelen getroffen zullen worden om die verplichting na te leven, zou de Koning met kennis van zaken gunstig of ongunstig kunnen beschikken op die aanvraag, wat onontbeerlijk lijkt.

Immers, door bijvoorbeeld de localisering van statistische gegevens is het mogelijk de plaatsen te bepalen waar bevolkingsgroepen met een specifiek profiel verblijven of door een statistische verwerking van gegevens over een beperkte groep of over een zeer specifieke doelgroep dreigt het anonimiteitsvereiste feitelijk in het gedrang te komen.

Artikel 1, 7°, in fine, van het besluit zou dan ook als volgt moeten worden gesteld : « ... te verstrekken in de vorm van anonieme informatie waardoor de identiteit van de personen die de steekproef vormen waarop de activiteit heeft gesteund, niet, zelfs niet indirect, kan worden achterhaald en aangeven welke maatregelen daartoe in uitzicht zijn gesteld ».

Om het dwingende karakter van deze maatregelen te garanderen, wordt een voorstel gedaan tot aanvulling van artikel 7 van het ontwerp.

7. In artikel 1, 4°, moet worden bepaald dat onderaanneming van de activiteiten slechts toegestaan is als het koninklijk besluit tot machtiging zulks uitdrukkelijk toestaat, overeenkomstig artikel 5 van de wet — onderaanneming is geen bijkomstige maatregel die de Koning aan de minister kan overlaten — en uit zorg voor de samenhang met artikel 5, vierde lid, van het ontworpen besluit.

Bovendien moet de onderaannemer niet alleen onderworpen worden aan de voorwaarde waarvan sprake is in 3° van artikel 1, maar ook aan de voorwaarden waarvan sprake is in 5°, 6° en 7°.

Artikel 2

Om te voorkomen dat een navorsings- en onderzoeksactiviteit als wetenschappelijk wordt beschouwd terwijl ze zulks mogelijk niet is, is het beter te schrijven dat : « Als er geen advies gegeven is, mag er aan voorbij worden gegaan ».

Artikel 3

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

« Art. 3. Alleen de informatie uit het Rijksregister die noodzakelijk is voor de uitvoering van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor de aanvragende instelling om mededeling ervan verzoekt mag aan die instelling worden medege-deeld ».

(6) De persoonlijke gegevens die voor statistische doeleinden worden gebruikt, zouden in principe op korte termijn anoniem moeten worden gemaakt (Commission nationale de l'informatique et des libertés, Dix ans d'informatique et libertés, Parijs, Economica, 1988, blz. 180; F. Rigaux, La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Brussel, Bruylant, Parijs, L.G.D.J., 1990, nr. 532, blz. 591).

(7) Confer in dit verband F. Rigaux, La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Brussel, Bruylant, Parijs, L.G.D.J., 1990, nr. 524, blz. 583.

Article 4

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

« Art 4. De instelling die informatie uit het Rijksregister krijgt medegedeeld, is ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

Article 5

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

« In het derde lid schrijve men : « Bovendien moet in de aanvraag worden vermeld hoelang de door het Rijksregister medegedeelde informatie zal worden gebruikt, hetgeen door de instelling dient te worden gemotiveerd ».

« Het vierde lid zou aldus gesteld moeten worden : « In de aanvraag dient te worden vermeld of een beroep wordt gedaan op onderaannemers en dient zo ja hun identiteit duidelijk te worden aangegeven en hun toekomstige taken, die slechts bijkomstig mogen zijn, te worden omschreven ».

« In het vijfde lid schrijve men : « In zijn aanvraag moet de aanvrager zich ertoe verbinden de door het Rijksregister medegedeelde informatie slechts ... waarvoor hij ze gekregen heeft en ze onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen ... ».

Article 6

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire, ainsi que des points 1° à 3°, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

« Art. 6. In het besluit waarin de instelling bij name aangewezen wordt die gemachtigd is om van het Rijksregister informatie medegedeeld te krijgen voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten, wordt het volgende vermeld :

1° ...;

2° ...;

3° de termijn waarna ze onmiddellijk dienen te worden uitgewist of vernietigd ».

2. L'énumération des mentions obligatoires de l'arrêté de désignation devrait être complétée comme suit (sous la réserve de l'observation finale n° 3) :

« 4° les modalités de sous-traitance et l'identité des sous-traitants éventuels;

5° la date de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée » (puisque cet avis est obligatoire).

Article 7

En vertu de l'article 22 de la Constitution :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

Cela suppose que la mesure prévue par les lois et règlements soit assortie de sanctions pénales en cas de violation de ceux-ci.

Il semble que les articles 11 et 13 de la loi du 8 août 1983 précitée ne prévoient pas de sanction en cas de méconnaissance des obligations prévues aux articles 1er, 4°, 6° et 7°, et 5, alinéa 5.

En conséquence, la sanction prévue à l'article 7, alinéa 1er, à savoir le retrait de l'autorisation d'utiliser des informations obtenues en communication du Registre national, est insuffisante.

Il convient au moins de prévoir le retrait définitif de cette autorisation.

A cet effet, il convient de compléter l'article 7, alinéa 1er, par les mots : « Elle est retirée en cas de violation des conditions légales et réglementaires selon la même procédure ».

En outre, il s'impose de modifier la loi aux fins de prévoir des sanctions pénales à l'égard des personnes visées dans les hypothèses envisagées ci-dessus.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'article 7, alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Artikel 4

Men schrijve :

« Art 4. De instelling die informatie uit het Rijksregister krijgt medegedeeld, is ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

Artikel 5

In het eerste lid vervaagde men de woorden « moet ter post aangekend » door de woorden « moet bij ter post aangetekend schrijven ».

In het derde lid schrijve men : « Bovendien moet in de aanvraag worden vermeld hoelang de door het Rijksregister medegedeelde informatie zal worden gebruikt, hetgeen door de instelling dient te worden gemotiveerd ».

Het vierde lid zou aldus gesteld moeten worden : « In de aanvraag dient te worden vermeld of een beroep wordt gedaan op onderaannemers en dient zo ja hun identiteit duidelijk te worden aangegeven en hun toekomstige taken, die slechts bijkomstig mogen zijn, te worden omschreven ».

In het vijfde lid schrijve men : « In zijn aanvraag moet de aanvrager zich ertoe verbinden de door het Rijksregister medegedeelde informatie slechts ... waarvoor hij ze gekregen heeft en ze onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen ... ».

Artikel 6

1. Het artikel zou beter als volgt gesteld worden :

« Art. 6. In het besluit waarin de instelling bij name aangewezen wordt die gemachtigd is om van het Rijksregister informatie medegedeeld te krijgen voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten, wordt het volgende vermeld :

1° ...;

2° ...;

3° de termijn waarna ze onmiddellijk dienen te worden uitgewist of vernietigd ».

2. De opsomming van de verplichte vermeldingen in het aanwijzingsbesluit zou voorts als volgt moeten worden aangevuld (onder voorbehoud van de slotopmerking nr. 3) :

« 4° de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de eventuele onderaannemers;

5° de datum van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer » (aangezien dat advies verplicht is).

Artikel 7

Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

Dat vooronderstelt dat de maatregel die door de wetten en verordeningen wordt ingevoerd, vergezeld gaat van strafbepalingen voor het geval die wetten en verordeningen overtreden worden.

De artikelen 11 en 13 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 lijken geen straf in te houden voor het geval de verplichtingen bepaald in de artikelen 1, 4°, 6° en 7°, en 5, vijfde lid, niet worden nagekomen.

Bijgevolg is de straf waarin is voorzien door artikel 7, eerste lid, namelijk de intrekking van de machtiging om informatie uit het Rijksregister te gebruiken, ontoereikend.

Er behoort ten minste te worden voorzien in definitieve intrekking van de machtiging.

Daartoe moet artikel 7, eerste lid, worden aangevuld met de woorden : « In geval van niet-naleving van de door wetten of verordeningen opgelegde voorwaarden wordt de machtiging volgens dezelfde procedure ingetrokken ».

Bovendien moet de wet worden gewijzigd om strafbepalingen te bevatten ten aanzien van de personen bedoeld in de hiervoren in ogenschouw genomen gevallen.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in het tweede lid van artikel 7 : « De intrekking van de machtiging houdt voor de betrokken instelling de verplichting in om de ontvangen informatie onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen ».

Observations finales

En autorisant la communication d'informations nominatives contenues dans le Registre national, « à des fins d'activités scientifiques », la loi a permis une extension considérable de l'utilisation dudit registre, pour des finalités largement indéterminées, sans que le consentement des personnes enregistrées ne doit être obtenu au préalable. C'est pourquoi, les questions suivantes mériteraient d'être réglées par le texte en projet aussi clairement que possible.

1. Les organismes obtenant la communication d'informations seront-ils autorisés à solliciter à plusieurs reprises, la transmission de données, sur la base d'un arrêté royal unique ? Si tel était le cas, quelle serait la différence pratique de ce régime de « communication » par rapport au droit d'accès permanent visé à l'article 5, alinéa 2, a, de la loi, alors que le législateur a défini deux modalités distinctes de consultation du registre ?

Le texte, pour qu'il soit legal, devrait être revu afin d'exclure clairement la possibilité de réitérer la communication d'informations sur la base du même arrêté ou, à tout le moins, de limiter strictement le nombre de ces communications ainsi que la période de temps pendant laquelle elles seront admises.

A cet égard, la règle énoncée dans l'article 5, alinéa 3, vise une autre hypothèse et est insuffisante.

2. Les activités scientifiques de recherche et d'étude pourraient-elles être définies de façon générale ou des programmes particuliers devront-ils être décrits, chacun de ceux-ci donnant lieu à une autorisation distincte de communication ? Si la première hypothèse était retenue, comment pourrait-on apprécier le caractère nécessaire de la conservation des données, visé par l'article 5 de la loi du 8 août 1983, et vérifier qu'elles satisfont aux qualités requises par l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 ? En effet, cette appréciation se conçoit difficilement d'une manière abstraite. Pour éviter qu'une telle interprétation ne soit donnée au texte de l'arrêté, qui ne serait pas juridiquement admissible, mieux vaudrait généraliser l'emploi du singulier pour désigner l'activité de recherche et d'étude, comme le fait très justement l'article 2, alinéa 2, du projet.

3. Chaque fois que les informations reçues en communication du Registre national comprendront celles visées à l'article 3, alinéa 1er, 1° (nom et prénoms) ou 5° (résidence) de la loi du 8 août 1983, il convient que les organismes demandeurs s'expliquent sur l'application qu'ils feront des dispositions du chapitre III de la loi du 8 décembre 1992 et que l'arrêté d'autorisation fasse état de mesures adoptées. Les articles 1er et 6 du projet sont à compléter en conséquence.

4. Par ailleurs, puisque le gouvernement se propose de mettre à la disposition d'organismes de recherches, une série de données personnelles ou nominatives (selon les cas), se rapportant à l'ensemble des personnes qui sont tenues d'être enregistrées à des fins administratives, dans le Registre national, il serait normal que ces organismes doivent indiquer aux personnes composant l'échantillon, chaque fois qu'ils se mettent en rapport avec elles, comment celui-ci a été constitué, sur la base de quelle banque de données (à savoir le Registre national), de préciser que la participation aux enquêtes entreprises est facultative (sans préjudice d'une obligation légale qui résulterait d'une autre norme législative), enfin de mentionner l'arrêté royal d'autorisation.

L'octroi de la faculté de se mettre en rapport avec certaines des personnes enregistrées doit, au demeurant, être réglé de façon précise par l'arrêté en projet et dans les mesures d'application qui seront prises, comme en convient le fonctionnaire délégué, tant cette faculté est exorbitante, spécialement lorsqu'elle se combinera avec la communication de l'ensemble des informations enregistrées, en ce compris l'historique des données récapitulant toutes les modifications intervenues. Enfin, les personnes interrogées devraient également être informées du délai pendant lequel les données ne seront pas anonymes pour les organismes de recherche. La publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de désignation — qui intéresse la généralité des citoyens au même titre que les arrêtés royaux autorisant l'accès au Registre — ne constituera pas, en effet, par elle-même, une mesure de publicité suffisante au regard des personnes interrogées. Sur ces différents points, l'arrêté en projet devrait être complété.

Slotopmerkingen

Door toe te staan dat in het Rijksregister opgeslagen persoonlijke gegevens medegeedeeld worden met het oog op « wetenschappelijke werkzaamheden », heeft de wet een aanzienlijke uitbreiding van het gebruik van dat Register mogelijk gemaakt voor veelal onbepaalde doeleinden, zonder dat de voorafgaande toestemming van de geregistreerde personen verplicht is gesteld. Om die reden zouden de volgende kwesties door de ontworpen tekst zo duidelijk mogelijk geregeld moeten worden.

1. Zullen de instellingen die mededeling van informatie verkrijgen op basis van een enkel koninklijk besluit meermaals om inlichtingen mogen vragen ? Zo ja, wat zou in de praktijk het verschil zijn tussen dit stelsel van « mededeling » en het recht van permanente toegang, bedoeld in artikel 5, tweede lid, a, van de wet, hoewel de wetgever toch twee aparte manieren van raadpleging van het register heeft vastgesteld ?

Opdat de tekst wettig is, moet hij zodanig worden herzien dat ondubbelzinnig de mogelijkheid wordt uitgesloten om op basis van hetzelfde besluit meermaals mededeling van informatie te krijgen, of om op zijn minst het aantal mededelingen en het tijdsbestek waarbinnen die worden toegestaan, strikt te beperken.

In dat opzicht slaat de regel gegeven in artikel 5, derde lid, op een ander geval en is hij ontoereikend.

2. Zullen de wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden algemeen kunnen worden gedefinieerd of zullen afzonderlijke programma's moeten worden beschreven, waarbij voor elk programma apart een afzonderlijke machtiging tot mededeling zal worden gegeven ? Hoe zal men als het eerste geval wordt gekozen, kunnen oordelen of het nodig is de gegevens te bewaren, een noodzaak waarop wordt gedoeld in artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983, en controleren of de gegevens de hoedanigheden hebben die door artikel 5 van de wet van 8 december 1992 worden gevraagd ? Zulk een beoordeling kan immers moeilijk op abstracte wijze geschieden. Om te voorkomen dat zulk een interpretatie wordt gegeven aan de tekst van het besluit, die juridisch onaanvaardbaar zou zijn, zou het beter zijn overal het enkelvoud te gebruiken om de « navorsings- en onderzoeksactiviteit » aan te duiden, zoals zeer terecht wordt gedaan in artikel 2, tweede lid, in fine, van het ontwerp.

3. Telkens als de informatie die van het Rijksregister wordt verkregen de gegevens bevat genoemd in artikel 3, eerste lid, 1°, (naam en voornamen) of 5°, (verblijfplaats) van de wet van 8 augustus 1983, moeten de aanvragende instellingen uitleg verstrekken over de toepassing die zij zullen geven aan hoofdstuk III van de wet van 8 december 1992 en moet het machtigingsbesluit de genomen maatregelen vermelden. De artikelen 1 en 6 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

4. Aangezien de regering zich voorneemt onderzoeksinstellingen te laten beschikken over een reeks persoonlijke of nominatieve gegevens, naargelang van het geval die betrekking hebben op alle personen die voor administratieve doeleinden in het Rijksregister opgenomen moeten zijn, zou het bovendien normaal zijn dat deze instellingen verplicht zijn om telkens als zij zich in verbinding stellen met de personen die de steekproef vormen, hun mede te delen hoe die steekproef is gemaakt, en op basis van welke gegevensbank (namelijk het Rijksregister), te vermelden dat deelneming aan de ondernomen onderzoeken niet-verplicht is (onder voorbehoud van een wettelijke verplichting die het gevolg zou zijn van een andere rechtsregel) en ten slotte het koninklijk besluit op te geven waarbij zij machtiging hebben gekregen.

Overigens moet het bieden van de mogelijkheid om zich in verbinding te stellen met sommige geregistreerde personen precies geregeld worden door het ontworpen besluit en, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft erkend, in de toepassingsmaatregelen die zullen worden genomen, wegens het overdreven karakter van deze mogelijkheid, vooral als ze gepaard gaat met het mededelen van alle geregistreerde inlichtingen, met inbegrip van een chronologisch overzicht van de gegevens met alle opeenvolgende bijwerkingen. Ten slotte zouden ook de ondervraagde personen ingelicht moeten worden over de termijn waarbinnen de gegevens voor de onderzoeksinstellingen niet anoniem zullen zijn. De bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het aanwijzingsbesluit, dat alle burgers in dezelfde mate aanbelangt als de koninklijke besluiten die toegang verlenen tot het Rijksregister, zal immers op zich geen voldoende maatregel van bekendmaking vormen ten aanzien van de ondervraagde personen. Het ontworpen besluit moet op die verschillende punten worden aangevuld.

5. En raison de son importance, l'arrêté en projet mériterait qu'un rapport au Roi lui soit consacré, afin d'éviter que l'interprétation qui en sera donnée n'engendre l'insécurité juridique — en raison de la combinaison nécessaire des divers textes visés dans l'observation générale — ou des atteintes au respect de la vie privée. Il serait difficilement justifiable que les autres projets d'arrêté examinés ce jour et qui concernent l'accès au Registre national des personnes physiques soient précédés d'un rapport au Roi alors que l'arrêté présentement examiné soulève des questions sensiblement plus délicates et mérite pour cette raison d'être également accompagné d'un rapport au Roi.

La Chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président de chambre,
Y. Boucquey, Y. Kreins, conseillers d'Etat,
J. De Gavre, P. Gothot, assesseurs de la section de législation,
Mme J. Gielissen, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. Hensenne, référendaire adjoint.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le président,
J.-J. Stryckmans.

3 AVRIL 1995. — Arrêté royal fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b, modifié par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Considérant l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique, notamment l'article 1er, 2°, qui institue une commission interministérielle de la politique scientifique;

Vu l'avis n° 02/93 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 26 avril 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Roi peut, dans les conditions visées par l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, autoriser la communication d'informations du Registre national en vue de l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, aux organismes qui satisfont aux conditions suivantes:

1° être dotés de la personnalité juridique;

2° disposer du personnel et des ressources techniques nécessaires à l'exécution des activités scientifiques de recherche et d'étude pour lesquelles ils sollicitent la communication d'informations du Registre national;

3° avoir reproduit dans les contrats d'engagement du personnel affecté à leur service des dispositions obligeant celui-ci au respect de règles de déontologie, particulièrement en ce qui concerne le caractère confidentiel des informations obtenues en communication du Registre national, ou avoir fait signer par chaque membre du personnel concerné, une déclaration par laquelle il s'engage à respecter ces règles;

5. Wegens het grote belang van het ontworpen besluit zou er een verslag aan de Koning aan moeten worden gewijd om te voorkomen dat de interpretatie die eraan zal worden gegeven tot rechtsonzekerheid zou leiden, wegens de noodzaak de teksten waarnaar in de algemene opmerking wordt verwezen in onderlinge samenhang te bezien of wegens de inbreuken op de eerbiediging van het privéleven. Het zou moeilijk te rechtvaardigen zijn dat de andere ontwerpen van besluit die heden worden onderzocht en die betrekking hebben op de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, voorafgegaan worden door een verslag aan de Koning, terwijl het onderhavige besluit veel delicatesere vragen doet rijzen en daarom eveneens een verslag aan de Koning behoeft.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter,
Y. Boucquey, Y. Kreins, staatsraden,
J. De Gavre, P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegevoegd door de heer R. Hensenne, adjunct-referendaris.

De griffier,
J. Gielissen.

De voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

3 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gezien de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gezien het koninklijk besluit van 16 september 1959 betreffende de organisatie van het wetenschapsbeleid, inzonderheid artikel 1, 2°, dat een interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid opricht;

Gelet op het advies nr 02/93 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 26 april 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Koning kan, onder de voorwaarden van artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, het medelen van inlichtingen uit het Rijksregister toestaan met het oog op de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, aan de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° rechtspersoonlijkheid bezitten;

2° over het nodige personeel en de nodige technische middelen beschikken voor de uitvoering van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden waarvoor ze de mededeling van informatie uit het Rijksregister aanvragen;

3° in de arbeidsovereenkomsten van het personeel dat in hun dienst werkt bepalingen opgenomen hebben die het personeel ertoe verplichten de beroepsethiek in acht te nemen, meer bepaald wat het vertrouwelijke karakter van de door het Rijksregister meegeleverde informatie betreft, of elk betrokken personeelslid een verklaring hebben laten ondertekenen waarbij het zich ertoe verbindt deze regels na te leven;

4° s'engager à exécuter eux-mêmes selon les règles de l'art les activités ci-dessus visées au 2°; la sous-traitance ne pouvant se faire qu'avec Notre autorisation et à la condition que le personnel appelé en sous-traitance s'engage par écrit à respecter les règles de déontologie visées au 3° et les conditions visées aux 5°, 6° et 7°;

5° prendre l'engagement de se soumettre au contrôle organisé quant au respect des conditions fixées par le présent article tant par Notre Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée;

6° prendre l'engagement si les informations reçues en communication du Registre national comprennent celles visées à l'article 3 alinéa 1er 1° (nom et prénoms) et/ou 5° (résidence principale) de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques de stocker ces données dans un fichier séparé ne pouvant être mis en relation avec celui contenant les données à caractère scientifique qu'au moyen d'un numéro d'identification interne. Les personnes qui au sein de l'organisme ont accès à ce fichier sont désignées nominativement;

7° s'engager à ne publier ou à ne diffuser à des tiers les résultats de l'activité scientifique de recherche et d'étude que sous la forme d'informations anonymes n'étant pas de nature fût-ce de manière indirecte à permettre l'identification des personnes composant l'échantillon qui a servi de support à l'activité et indiquer quelles mesures ont été prévues à cet effet.

Art. 2. Les activités scientifiques de recherche et d'étude pour l'exécution desquelles la communication d'informations du Registre national est sollicitée doivent être reconnues comme étant d'intérêt scientifique par Notre Ministre ayant la recherche scientifique dans ses attributions sur avis de la commission interministérielle de la politique scientifique.

L'organisme qui sollicite la communication d'informations du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude adresse à cette fin un dossier circonstancié au ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions. Celui-ci saisit la commission interministérielle de la politique scientifique qui se prononce dans les trente jours de la réception du dossier sur le caractère scientifique de l'activité de recherche et d'étude envisagée. A défaut d'avis dans ce délai, Notre Ministre ayant la recherche scientifique dans ses attributions statue.

Art. 3. Peuvent seules être communiquées à l'organisme demandeur les informations du Registre national qui sont nécessaires à l'exécution des activités scientifiques de recherche et d'étude en vue desquelles il sollicite cette communication.

Art. 4. L'organisme qui reçoit communication d'informations du Registre national est responsable de la sécurité et du caractère confidentiel de ces informations.

Art. 5. La demande de communication d'informations du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude doit être adressée sous pli recommandé à la poste à Notre Ministre de l'Intérieur.

Doivent être joints à la demande les statuts de l'organisme qui sollicite cette communication ainsi que tous autres documents établissant que les conditions énumérées aux articles 1er et 2 sont remplies.

En outre, la demande doit mentionner la durée d'utilisation des informations obtenues en communication du Registre national. Cette durée d'utilisation doit être justifiée par l'organisme.

La demande doit mentionner si appel sera fait à la sous-traitance et dans l'affirmative, identifier clairement les sous-traitants et définir les missions qui leur seront confiées, celles-ci ne pouvant être qu'accessoires.

Elle doit comporter l'engagement du demandeur à n'utiliser les informations reçues en communication du Registre national que pour l'exécution des activités scientifiques de recherche et d'étude en vue desquelles il les a obtenues et à les effacer ou les détruire immédiatement à l'expiration du délai qui lui a été consenti pour en disposer à cet effet.

Art. 6. Sont mentionnés dans l'arrêté portant désignation nominative de l'organisme autorisé à obtenir communication d'informations du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude :

1° la nature de ces informations, par l'indication de leur numéro;

2° la finalité en vue de laquelle elles peuvent être utilisées;

3° le délai à l'expiration duquel elles doivent être immédiatement effacées ou détruites;

4° de verbintenis aangaan zelf de activiteiten bedoeld onder 2° nauwkeurig uit te voeren; onderaanneming is slechts geoorloofd met Onze toestemming en op voorwaarde dat het personeel dat in onderaanneming aangenomen wordt zich er schriftelijk toe verbindt de beroepsethiek bedoeld onder 3° en de voorwaarden bedoeld onder 5°, 6° en 7° in acht te nemen;

5° de verbintenis aangaan aan de controle op de voorwaarden vastgesteld in dit artikel georganiseerd hetzij door Onze Minister van Binnenlandse Zaken hetzij door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, zich te onderwerpen;

6° indien de van het Rijksregister ontvangen informatie de gegevens bevat bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen) en/of 5° (hoofdverblijfplaats) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen de verbintenis aangaan deze gegevens in een apart bestand op te slaan dat slechts met het bestand dat de gegevens van wetenschappelijke aard bevat in verband gebracht kan worden door middel van een intern identificatienummer. De personen die binnen de instelling toegang tot dat bestand hebben worden bij name aangewezen;

7° zich ertoe verbinden de resultaten van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteit slechts te publiceren of aan derden te verstrekken in de vorm van anonieme informatie waardoor de identiteit van de personen die de steekproef vormen waarop de activiteit heeft gesteund, niet, zelfs niet indirect, kan worden achterhaald en aangegeven welke maatregelen daartoe in uitzicht zijn gesteld.

Art. 2. De wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor de mededeling van informatie uit het Rijksregister aangevraagd wordt, moeten als van wetenschappelijk belang erkend worden door Onze Minister die bevoegd is voor wetenschapsbeleid, op advies van de interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid.

De instelling die om mededeling van informatie uit het Rijksregister vraagt voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten stuurt daartoe een gedetailleerd dossier aan de minister die bevoegd is voor wetenschapsbeleid. Deze wendt zich tot de interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid die zich binnen dertig dagen na de ontvangst van het dossier uitsprekt over het wetenschappelijk karakter van de geplande navorsings- en onderzoeksactiviteit. Als er binnen die termijn geen advies gegeven is doet Onze Minister die bevoegd is voor wetenschapsbeleid uitspraak.

Art. 3. Alleen de informatie uit het Rijksregister die noodzakelijk is voor de uitvoering van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor de aanvragende instelling om mededeling ervan verzoekt mag aan die instelling worden meegegeeld.

Art. 4. De instelling die informatie uit het Rijksregister krijgt medegegeeld, is verantwoordelijk voor de veiligheid en de vertrouwelijkheid van deze informatie.

Art. 5. De aanvraag om mededeling van informatie uit het Rijksregister voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten moet bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken.

De aanvraag moet vergezeld gaan van de statuten van de instelling die om deze mededeling verzoekt en alle andere documenten die aantonen dat de in de artikelen 1 en 2 opgesomde voorwaarden vervuld zijn.

Bovendien moet in de aanvraag worden vermeld hoelang de door het Rijksregister medegegeelde informatie zal worden gebruikt, hetgeen door de instelling dient te worden gemotiveerd.

In de aanvraag dient te worden vermeld of een beroep wordt gedaan op onderaannemers en dient zo ja hun identiteit duidelijk te worden aangegeven en hun toekomstige taken, die slechts toekomstig mogen zijn, te worden omschreven.

In zijn aanvraag moet de aanvrager zich ertoe verbinden de door het Rijksregister medegegeelde informatie slechts te gebruiken voor de uitoefening van de wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten waarvoor hij ze gekregen heeft en ze onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen bij het verstrijken van de periode die hem toegekend werd om er daartoe over te beschikken.

Art. 6. In het besluit waarin de instelling bij name aangewezen wordt die gemachtigd is om van het Rijksregister informatie medegegeeld te krijgen voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten, wordt het volgende vermeld :

1° de aard van de informatiegegevens, door de aanduiding van hun nummer;

2° het doel waarvoor deze gebruikt mogen worden;

3° de termijn waarna ze onmiddellijk dienen te worden uitgewist of vernietigd;

4° les modalités de sous-traitance et l'identité des sous-traitants éventuels.

Est en outre mentionnée, la date à laquelle la Commission de la protection de la vie privée a émis son avis.

Art. 7. L'autorisation d'utiliser des informations obtenues en communication du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude peut être retirée par Nous sur proposition motivée de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Elle sera en tout cas retirée selon la même procédure si les conditions prévues par l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 et par le présent arrêté ne sont pas respectées.

Le retrait de cette autorisation entraîne l'obligation pour l'organisme qui en est l'objet d'effacer ou de détruire immédiatement les informations qu'il avait reçues en communication.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure,
M. DAERDEN

4° de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de eventuele onderaannemers.

Wordt bovendien vermeld de datum waarop de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer haar advies heeft uitgebracht.

Art. 7. De machtiging tot het gebruik van de informatie die uit het Rijksregister meegedeeld werd voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten kan door Ons ingetrokken worden op een met redenen omklede voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Zij zal in ieder geval ingetrokken worden volgens dezelfde procedure als de voorwaarden voorzien bij artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 en bij dit besluit niet nageleefd worden.

De intrekking van deze machtiging houdt voor de betrokken instelling de verplichting in om de ontvangen informatie onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 — 1049

[C — 292]

4 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant création du Bureau-conseil en organisation et gestion et portant diverses dispositions relatives au Corps des conseillers de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 21;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1990 relatif aux conseillers de la Fonction publique;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1991 créant et organisant un Bureau-conseil en informatique;

Vu l'arrêté royal du 6 septembre 1993 relatif au Collège des Secrétaires généraux;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 52 du 31 mars 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur 1;

Vu l'avis du conseil de direction du Ministère de la Fonction publique;

Vu l'avis du Secrétaire permanent au recrutement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 1995;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 95 — 1049

[C — 292]

4 APRIL 1995. — Koninklijk besluit houdende oprichting van het Adviesbureau voor organisatie en beheer en houdende diverse bepalingen betreffende het Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid artikel 21;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1990 betreffende de adviseurs van het Openbaar Ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot oprichting en organisatie van een Adviesbureau voor informatica;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 september 1993 betreffende het College van Secretarissen-generaal;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 52 van 31 maart 1995 waarin de conclusies worden vermeld van de onderhandelingen die gevoerd zijn in het Sectorcomité 1;

Gelet op het advies van de directieraad van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Vaste Wervingssecretaris;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 maart 1995;